

## Déclaration de Bienne pour renforcer l'éducation à la citoyenneté

---

La démocratie suisse est unique au monde ; elle connaît la participation politique sous diverses formes aux trois niveaux de gouvernement et permet la cogestion, la codécision et la co-détermination. Mais la démocratie ne tombe pas du ciel. La participation active et l'implication dans la vie sociale et politique d'une démocratie doivent être pratiquées. Cela nécessite des connaissances et des compétences acquises par l'éducation à la citoyenneté. L'éducation à la citoyenneté s'efforce de permettre et de motiver les gens à s'engager dans des communautés et des sociétés démocratiques.

L'éducation à la citoyenneté est particulièrement pertinente pour les jeunes adultes.<sup>1</sup> La participation politique officielle des moins de 30 ans reste inférieure à la moyenne, bien que ce soient eux et elles dont les parcours de vie seront influencés le plus longtemps par les décisions politiques. Les jeunes adultes entre 18 et 25 ans votent de manière particulièrement sélective : "Ils se rendent aux urnes lorsqu'il s'agit de questions qui les touchent directement, qui sont importantes pour eux et qui ont une forte présence dans les médias, ou qui sont simplement moins complexes."<sup>2</sup> "Si les jeunes sont d'avis que les processus et décisions démocratiques ne résolvent pas les problèmes, ils participent beaucoup moins. D'autre part, l'éducation à la citoyenneté favorise la capacité des jeunes à s'orienter dans la société, à juger les problèmes politiques avec compétence sur une base démocratique et à s'engager."<sup>3</sup> Elle apporte ainsi une contribution importante à la capacité de vivre en démocratie et à la maturité politique.<sup>4</sup>

La grande importance de la formation politique pour le renforcement de la démocratie est mise en évidence par diverses initiatives politiques et les déclarations d'intention communes de la Confédération et des cantons. Néanmoins, il semble y avoir un manque de volonté politique pour mettre en œuvre ces déclarations. Mais la formation politique dès le plus jeune âge mérite d'être renforcée à tous les niveaux et dans toutes les régions de Suisse. De plus en plus, les jeunes initiatrices et initiateurs réclament également davantage d'éducation à la citoyenneté, mais comment ancrer la formation politique en Suisse ?

Pour renforcer l'éducation civique en Suisse, 100 personnalités de la politique, de l'administration, de la recherche et du travail de la jeunesse ont discuté des thèses et des défis lors de la conférence "En Route" le 25-26 juin 2021.

La conférence "En Route - avec les jeunes pour la démocratie" contribue à donner plus de poids à l'engagement des jeunes et à l'éducation à la citoyenneté à tous les niveaux. Dans le cadre de la planification législative 2019/2023, le Parlement a donné l'ordre au Conseil fédéral d'adopter un message pour l'éducation à la citoyenneté impliquant la participation des cantons. La "Déclaration de Bienne" fournit au Conseil fédéral des thèses et des mesures concrètes pour l'élaboration du message.

---

<sup>1</sup> Himmelmann, G. 2002. Demokratie-Lernen als Lebens-, Gesellschafts- und Herrschaftsform. S. 31-39. In *Demokratie-Lernen als Aufgabe der politischen Bildung*. Schwalbach: Wochenschau-Verlag.

<sup>2</sup> FSPJ. 2018. [Le comportement électoral sélectif des jeunes adultes](#).

<sup>3</sup> gfs.bern. 2016. [Monitoring politique easyvote 2016](#).

<sup>4</sup> Gesellschaft für Politikdidaktik und politische Jugend- und Erwachsenenbildung. 2004. *Anforderungen an Nationale Bildungsstandards für den Fachunterricht in der Politischen Bildung an Schulen*. Schwalbach: Bundeszentrale für politische Bildung.

## Thèses et défis de l'éducation à la citoyenneté

### 1. L'éducation à la citoyenneté ne doit pas seulement transmettre des connaissances.

L'apprentissage axé sur les compétences a lieu à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'école. Le potentiel n'est pas encore pleinement exploité. L'institut de recherche gfs.berne recommande également d'activer l'apprentissage : « À l'avenir, l'éducation à la citoyenneté devrait être de plus en plus conçue dans le sens d'une expérience et d'une pratique actives de la politique et du débat politique, plutôt que de discuter passivement de la politique ». <sup>5</sup>

### 2. Les jeunes adultes doivent avoir davantage leur mot à dire

En règle générale, les enfants et les jeunes de moins de 18 ans ne sont pas officiellement autorisés à avoir leur mot à dire aux différents niveaux de gouvernement, ce qui signifie que leur voix n'est pas suffisamment prise en compte.

### 3. L'éducation à la citoyenneté a besoin d'une expérience extrascolaire

L'école n'est pas le seul lieu d'apprentissage possible pour les jeunes et l'éducation à la citoyenneté s'apprend dans de nombreux endroits, y compris dans des lieux extrascolaires. Les fonds pour de telles offres sont très rares. Les acteurs extérieurs à l'école ont parfois de la réticence dans la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté.

### 4. L'éducation à la citoyenneté doit être digitale

Les jeunes utilisent les sources d'information de diverses manières, y compris dans le cadre de la politique. L'éducation à la citoyenneté doit également intégrer de plus en plus diverses sources de communication - telles que des applications de vote (comme VoteInfo), le matériel vidéo et audio. Cela reflète le besoin de participation des jeunes : 77 % des jeunes interrogés par le FSPJ en 2019 considèrent que les possibilités de participation numérique sont essentielles à la démocratie. <sup>6</sup>

### 5. L'éducation à la citoyenneté doit toucher tous les jeunes

Les offres actuelles d'éducation à la citoyenneté ne s'adressent pas à tous les jeunes. L'éducation et la participation politiques doivent être accessibles aux jeunes qui ont eu peu de contact avec la politique jusqu'à présent. Ce sont surtout les jeunes des régions périphériques, sans nationalité suisse ou issus de milieux défavorisés sur le plan de la formation, qui sont négligés dans l'éducation à la citoyenneté.

### 6. L'éducation à la citoyenneté a besoin d'appropriation

Il n'existe pas d'organisme officiel responsable de l'éducation à la citoyenneté en Suisse. Par conséquent, le sujet est trop peu pris en compte et n'est pas géré et promu de manière stratégique.

### 7. L'éducation à la citoyenneté doit être ancrée dans les écoles

L'éducation à la citoyenneté dépend fortement du canton et du niveau scolaire. Parce qu'elle est ancrée dans d'autres sujets, elle risque de ne pas être traitée suffisamment par manque de temps.

### 8. Les enseignants doivent être qualifiés en matière d'éducation à la citoyenneté

Les enseignants.e.s n'ont pas ou peu d'éducation à la citoyenneté dans leur formation. Ils ne pratiquent pas la mise en pratique de l'éducation à la citoyenneté dans leur classe.

### 9. L'éducation à la citoyenneté doit faire l'objet de recherches

L'éducation à la citoyenneté ne fait l'objet que de recherches partielles et il n'existe pratiquement pas d'études empiriques sur l'efficacité des différentes méthodes d'apprentissage.

### 10. L'éducation à la citoyenneté a besoin d'être débattue

Le contenu de l'éducation à la citoyenneté est peu discuté et en Suisse, il n'y a pas d'accord sur la manière dont il devrait être mis en œuvre.

<sup>5</sup> gfs.bern. 2020. [Monitoring politique easyvote 2019](#).

<sup>6</sup> FSPJ. 2019. [Pour une numérisation équitale](#).

La "Déclaration de Bienne" fournit au Conseil fédéral sept mesures concrètes pour l'élaboration du message et trois mesures au niveau cantonal.

### **Mesures fédérales**

Forum national pour l'éducation à la citoyenneté  
Assurer un langage et des outils de communication simples pour les publications  
fédérales, cantonales et communales  
Droit de vote à 16 ans  
Développement de mesures concrètes pour les jeunes des régions  
périphériques, sans la nationalité suisse ou issus de milieux défavorisés  
Expansion du financement des projets extrascolaires  
Faciliter l'accès à l'école pour les projets extra-/scolaires  
Enseignement de projets interdisciplinaires

### **Mesures cantonales et communale**

Promouvoir les échanges professionnels entre experts de  
l'éducation formelle et non formelle  
Droit de vote des étrangers  
Impliquer les enfants et les jeunes dans des projets de la commune